

Votations 4	Féminisme 10	Écologie 12	International 13
Interdire un commerce meurtrier et écocidaire	#MeToo secoue la Radio Télévision Suisse romande	Allemagne: accords syndicaux pour sortir du charbon	États-Unis: bonnes nouvelles pour la gauche



Édito

Covid-19: rien ne va plus

La Suisse a atteint un nombre record de nouveaux cas. Les soins intensifs de plusieurs hôpitaux sont près de l'explosion. La situation est dramatique. Le nombre de personnes testées positives, d'hospitalisations et de décès n'a cessé de croître de façon exponentielle depuis fin septembre et les mesures prises jusqu'ici se révèlent inadaptées. Dans certains cantons, la meilleure qualité des soins n'est déjà plus

garantie. En une semaine, le pays a vu une progression du nombre de mort-e-s de près de 20%, la plus forte hausse au monde juste derrière la Pologne. Le canton de Genève, siège de l'OMS, a le triste privilège d'être aujourd'hui la région d'Europe la plus touchée.

Et le « tri » des patient-e-s est à l'ordre du jour... Cela signifie que la société la plus riche du monde se prépare peut-être à laisser mourir des personnes que l'on pourrait soigner,

sous prétexte que leur état de santé ne leur laisserait au mieux que quelques années de vie. Tout se passe comme si une forme très contemporaine de darwinisme social était en train de faire son lit dans la conscience collective occidentale, banalisant le pire.

Neuf mois après le début de la première vague, il semble qu'aucun enseignement n'ait été tiré. Le Conseil fédéral annonce des mesures d'une timidité incompréhensible et rejette la responsabilité d'aider les milieux sinistrés sur les cantons, par ailleurs déjà fragilisés par la baisse de rentrées fiscales provoquée par la réformes RFFA. ➔

La population est livrée à elle-même. Et l'on sait déjà que les conséquences économiques et sociales de la pandémie vont se traduire par un renforcement massif des politiques d'austérité aux dépens des services publics, des assurances sociales et des prestations à la population. Des politiques qui vont frapper de plein fouet tous les salarié-e-s, les précaires, dont une majorité de femmes, les acteurs et actrices culturelles, les nombreux petit-e-s indépendant-e-s aujourd'hui désespéré-e-s, sans parler de celles et ceux qui travaillent dans l'économie informelle et se retrouvent du jour au lendemain sans revenu; parmi elles-eux une écrasante majorité de personnes sans titre de séjour.

La crise du capitalisme se prépare à écraser le monde du travail. Dans le Sud global, les effets dévastateurs de la pandémie se cumulent à ceux de la dette et de la famine qu'elle engendre. La crise sanitaire révèle l'état du monde... La mort rôde, les droits démocratiques sont partiellement suspendus (interdictions de manifester, de circuler...), des sacrifices immenses sont exigés de la population, en particulier des classes populaires qui paient le plus lourd tribut, et les écarts économiques, sociaux et culturels se creusent et éclatent au grand jour. Les salarié-e-s en butte à la peur du chômage et à une accélération de la transformation du travail (numérisation, télétravail, etc.) sont soumis à de nouvelles formes d'atomisation et de surexploitation. La colère populaire monte d'un cran; le repli identitaire et les «*organisations politiques du désespoir*» tentent d'y gagner des adeptes.

Mais le pire n'est jamais certain. Il se pourrait, et cela dépend aussi de nous, que le virus réveille des énergies nouvelles, en révélant la nécessité de transformer un monde devenu de plus en plus intolérable. Pour cela, il faut être capable d'orienter la résistance et d'organiser politiquement une riposte anticapitaliste qui trace des horizons de lutte pour les couches populaires et la jeunesse. Nous sommes à un tournant d'époque, notre responsabilité est immense!

Stéfanie Prezioso

ME 18

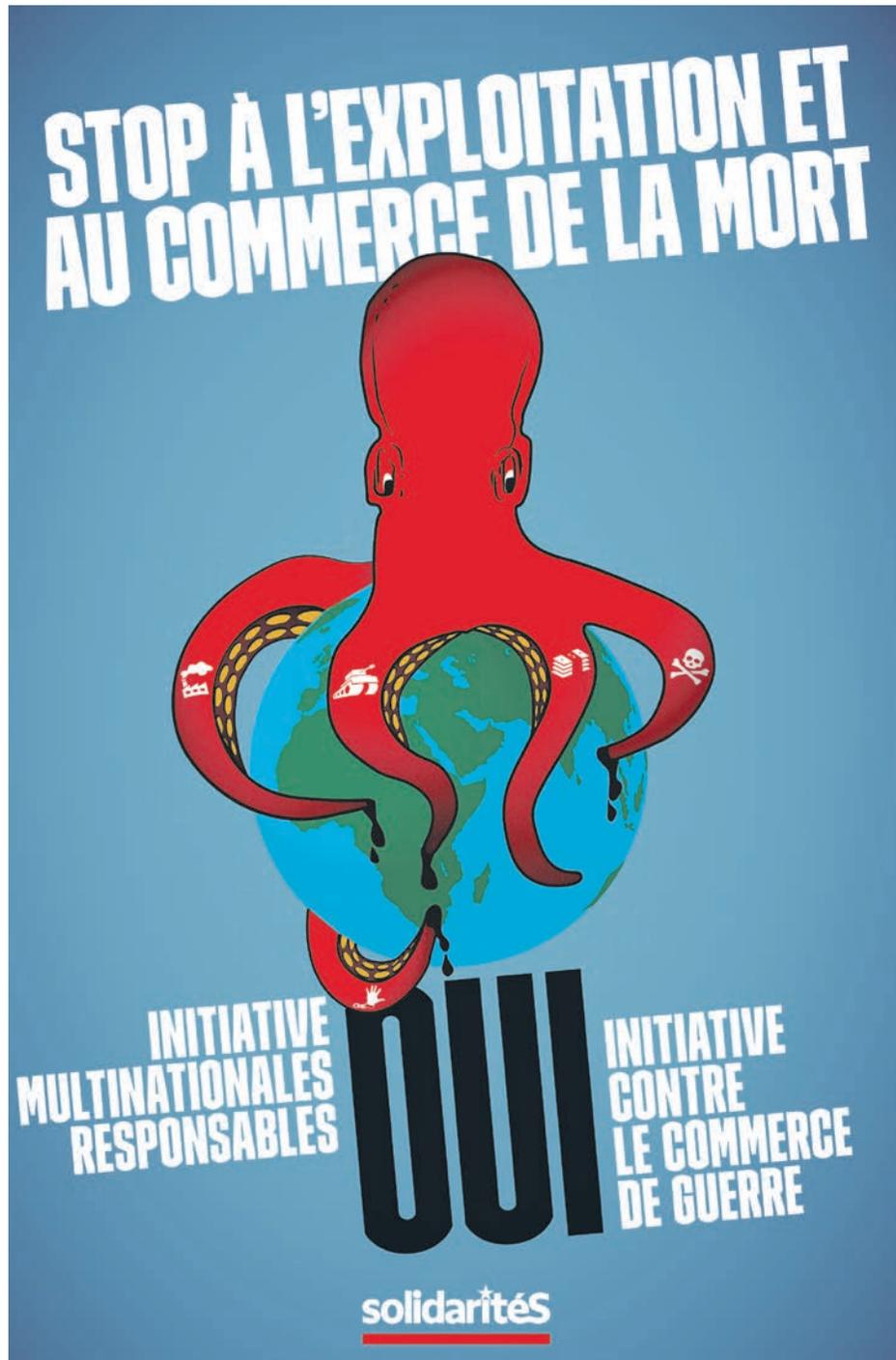
DÉCEMBRE

PRÉAVIS DE GRÈVE DE LA FONCTION PUBLIQUE GENEVOISE

VOTÉ PAR L'ASSEMBLÉE DES DÉLÉGUÉES DU CARTEL INTERSYNDICAL

RASSEMBLEMENT DÈS 11H

PARC DES BASTIONS



SIGNEZ ET FAITES SIGNER LE RÉFÉRENDUM CONTRE LA LOI CO₂

FEUILLE DE SIGNATURES TÉLÉCHARGEABLES SUR NOTRE SITE

VOIR AUSSI L'ARTICLE EN PAGE 11

Impressum
Éditeur
Journal solidarités
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E journal@solidarites.ch
W solidarites.ch/journal

Tirage
5 000 exemplaires
23 n° par an
Comité éditorial
Clara Almeida Lozor
Laura Cosador
Pierre Conscience
Joseph Daher
Morgaux Lang
Aude Martenot
Julien Nagel
Pierre Reboud
José Sanchez
Rédaction
Gaelle Kovavik
Marc Leemann
Gabriella Lima
Pascali Vosticki

Françoise Wos
Maquette et mise en page
Niels Wehrspann
Couverture
Eric Roset
Webmaster
Sébastien L'Haire

Abonnements
Annuel
Étudiant-e-s, chômeur-euses, AVS/A...
Soutien
3 mois à Tessal
Pour payer:
Demandes d'abonnement et changements d'adresse:
dbos@solidarites.ch

Contacts régionaux du mouvement
Genève
25, rue des Gares
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E info@solidarites.ch

Fribourg/Fribourg
Case postale 532
1701 Fribourg
E fribourg@solidarites.ch

Neuchâtel
Case postale 3105
2001 Neuchâtel
T +41 77 502 79 53
E ne@solidarites.ch
W solidarites.ch/ne

Vaud
5 place Chauderon
1003 Lausanne
T +41 79 302 38 34
E vaud@solidarites.ch
W solidarites.ch/vaud

EN FINIR AVEC L'HÔPITAL S.A.

Le Covid-19 passe au révélateur les carences structurelles du secteur hospitalier. Les logiques conjointes de la concurrence et du marché contraignent l'hôpital à être rentable même en période de crise sanitaire.

Les images, inédites et inimaginables, se succèdent: les HUG débordés, le CHUV qui transfère des patients en Suisse alémanique, des appels à l'armée, à la protection civile et à des volontaires. Le système hospitalier craque de partout, sous les yeux ahuris de celles et ceux qui croient que la Suisse a « l'un des meilleurs de système de santé du monde ».

Comment en est-on arrivé là?

Depuis 2012, les hôpitaux suisses sont en concurrence sur le « marché de la prestation hospitalière ». Le système de remboursement par cas (dit DRG, les prestataires sont financés selon le cas du patient) et la possibilité pour les cliniques privées de prendre en charge des patients de l'assurance de base ont profondément modifié le paysage hospitalier, provoquant notamment des suppressions de services (urgences, maternités) voire d'hôpitaux régionaux. La pression sur les coûts est renforcée et l'austérité s'impose dans les établissements d'intérêt public. Chaque hôpital publie un bilan financier et doit dégager un bénéfice, garant de sa survie. Dès lors, les sous-dotations sont la règle. Tous les métiers liés à la santé sont soumis à des conditions de travail de plus en plus insupportables.

L'austérité a tué

Durant la première vague, preuve a été faite que le système de santé n'était pas opérationnel, malgré les fanfaronnades du ministre Berset. « Nous sommes très bien préparés » affirmait-il le 22 janvier 2020 dans la *Tribune de Genève*. Le *Matin Dimanche* du 13 avril relevait qu'il manquait un outil aussi essentiel que des masques de protection dans pratiquement tous les can-



« Sans nous, rien ne va », manifestation nationale du personnel de la santé, 31 octobre 2020

tons (plus de 650 000 à l'échelle nationale), raison pour laquelle l'OFSP avait décrété l'inutilité dudit masque... À cela s'ajoutent les manquements dans le traçage, la suppression des droits des salarié-e-s dans les hôpitaux (suppression de la limitation hebdomadaire du temps de travail, des vacances, réquisitions de personnels, planings à la semaine, etc.) pour faire face à la crise.

La suppression des opérations électives, décidée par le Conseil fédéral, a causé de lourdes pertes financières pour les hôpitaux, qui se sont, depuis, lancés dans une opération de rattrapage financier

à large échelle: replanifier l'électif qui avait été suspendu en utiliser les capacités des équipes et des blocs opératoires au maximum.

Parallèlement, une bataille politique s'est engagée pour un financement compensatoire par les cantons et les assurances. Dans ce contexte, la préparation de la deuxième vague n'était pas la priorité pour des directions aux yeux rivés sur leurs résultats financiers. Le directeur du CHUV indiquait: « Si nous devons faire face à une seconde vague aussi forte que la première, ce que je ne crois pas, nous devons sans doute diminuer certaines activités et prendre à nou-

veau des mesures en termes d'organisation, mais ces dernières seront sectorielles et ne concerneront pas l'ensemble des collaborateurs. Nous essaierons aussi de ne pas impacter le bloc opératoire » (*Le Temps*, 17.10.2020).

La réalité sanitaire a fait exploser cet objectif. Pourtant, toujours mus par la volonté d'engranger des ressources, certains hôpitaux en Suisse continuent les opérations électives alors que d'autres débordent de patient-e-s. Le fédéralisme n'y est pour (presque) rien: c'est la logique de l'hôpital-entreprise qui est responsable de ce désastre.

Changer de système

Cette crise démontre que les hôpitaux ne doivent pas fonctionner comme des entreprises. Pour changer de système, des propositions immédiates et à moyen terme sont sur la table:

- Suspension immédiate des plans d'Alain Berset visant une réduction des coûts de la santé par une réforme du remboursement des prestations hospitalières (plan de janvier 2020) et à la limitation des coûts globaux de la santé (plan d'août 2020).
- Pour les exercices 2020 et 2021, garanties de déficits des hôpitaux par les cantons et de la Confédération (proposition de Pierre-Yves Maillard).
- Participation des assurances maladies au financement des surcoûts engendrés par la crise sanitaire grâce à leurs substantielles réserves (*solidarités* n° 376).
- Arrêt des plans d'économies dans les hôpitaux ayant subi des pertes liées au Covid-19.
- Développement et mise en place de plans d'investissements cantonaux (et fédéral) pour les hôpitaux d'intérêt public.
- À moyen terme, préparation d'une initiative fédérale unitaire et large pour sortir du financement hospitalier par cas (DRG).

Ces propositions, mettant pied dans la du système de financement, doivent viser un objectif plus lointain: l'abolition de la logique du marché dans les soins. Celles et ceux qui considèrent les patient-e-s comme des sources de profits doivent être expulsé-e-s du système de santé.

David Gyax



Il faut enlever les armes qui jonchent la planète plutôt que d'en produire de nouvelles. Sécurisation d'un champ de mines au Tadjikistan.

National **Votations** **Financement du matériel de guerre**

INTERDIRE UN COMMERCE MEURTRIER ET ÉCOCIDAIRE

Le 29 novembre, deux mois après la défaite sur l'achat d'avions de combat, les électeurs-trices se prononceront à nouveau sur le rapport à l'industrie de l'armement. Avec l'initiative sur l'interdiction du financement du matériel de guerre, les Jeunes Vert-e-s et le GSSa portent un texte pour lequel un *oui* enthousiaste s'impose.

L'initiative soumise en votation exige que le financement des producteurs de matériel de guerre par la Banque nationale suisse, par les fondations, ainsi que par les institutions de la prévoyance publique et de la prévoyance professionnelle soit interdit.

Selon le texte de l'initiative, sont réputées productrices de matériel de guerre les entreprises dont plus de 5% du chiffre d'affaires annuel proviennent de la production de matériel de guerre. Cela inclut les producteurs spécialisés tels que Lockheed Martin ou Raytheon, mais également des entreprises à production mixte comme Boeing.

Le matériel de guerre: l'horreur écologique et sociale

L'armement fait partie des industries incompatibles avec toute politique écologiste. Par une production continue de ce matériel, les puissances impérialistes peuvent s'assurer un contrôle global des matières premières et assurer par la force la fuite en avant climaticide. Les milliards d'armes en circulation permettent un prolongement des guerres, avec leur lot de réfugié-e-s, de mort-e-s et de mutilé-e-s.

Le bilan climatique de la production de matériel de guerre est ahurissant – sans compter les effets indirects liés au contrôle et à l'exploitation des matières premières. La branche militaire étatsunienne

est par exemple responsable d'autant d'émissions de CO₂ que le Portugal. L'extraction de métaux rares nécessaires au fonctionnement des engins les plus sophistiqués augmente l'exploitation dans les pays producteurs.

L'armement est une industrie globale en contradiction avec les objectifs de lutte contre le changement climatique et encore plus de lutte anti-impérialiste. L'initiative s'attaque donc au nerf de la guerre, son financement : à ce jour, une majorité des fonds de pension ainsi que la Banque nationale suisse investissent massivement l'épargne des habitant-e-s dans la fabrication d'armes, sans que personne ne puisse rien y redire. Cet argent alimente également des sociétés

produisant des armes atomiques, avec à l'horizon un holocauste nucléaire global qui ne peut être tout à fait exclu.

L'initiative l'interdirait purement et simplement. Du fait du poids de la place financière suisse à l'échelle globale, c'est une source non négligeable d'investissements qui s'évaporerait du jour au lendemain pour le complexe militaro-industriel.

Rediriger des emplois hautement qualifiés vers des domaines socialement utiles

Reste la question des emplois qui dépendent aujourd'hui directement ou indirectement des investissements dans l'industrie de l'armement. Les travailleurs-euses ne peuvent pas être sacrifié-e-s. La destruction des stocks d'armes et de munitions dans des conditions convenables est un premier potentiel de reconversion. Une autre solution possible (et nécessaire!) est la réparation des dommages des conflits passés. Des millions de mines et de munitions restent présentes dans certains pays (Vietnam, Cambodge, Mozambique, Angola, Afghanistan), causent encore des victimes et rendent inutilisables de vastes territoires.

Une brusque diminution de la production d'armes offrirait également l'occasion de réaliser une transition verte, sans perte d'emplois et de salaires. Combien d'ingénieur-e-s pour élaborer des réseaux décentralisés de panneaux solaires? Combien de logisticien-ne-s pour aider à la prise de décision démocratique de la production? Combien d'ouvriers-ères qualifié-e-s pour mettre en œuvre à l'échelle globale un transfert de technologies vertes et sûres vers le Sud global tout en réduisant drastiquement la production d'énergie du Nord global? La crise sanitaire du Covid-19 a montré que les collectivités publiques étaient capables de rediriger avec une diligence extrême des secteurs entiers d'activité.

Cette initiative représente un pas, certes modeste, vers de tels objectifs. Son mérite est de permettre d'entrevoir un monde sans armes nouvelles, autant de moyens ôtés aux despotes, en faveur des peuples. Au vu de l'urgence climatique et sociale dans laquelle se trouve le monde, elle permet de poser un jalon concret vers les transformations indispensables de nos modes de production.

Pascal Vosicki

POUR UN SALAIRE MINIMUM DE 23 FRANCS

À la suite de l'approbation d'un salaire minimum dans le canton de Genève, notre camarade Hadrien Buclin a déposé une motion au Grand Conseil de l'État de Vaud. En voici quelques éléments.

Par plus de 58% des suffrages exprimés, la population genevoise a soutenu l'initiative «23 francs, c'est un minimum». Il s'agit d'un signal très clair pour en finir avec des salaires qui ne permettent pas de vivre dignement. Le salaire minimum genevois, qui correspond à 4186 francs bruts pour 42 heures de travail hebdomadaire, conduira à l'augmentation des salaires pour quelque 30 000 travailleuses et travailleurs, dont deux tiers de femmes.

Dans le canton de Vaud aussi, les salaires trop faibles pour vivre constituent un grave problème pour une couche importante de la population. Selon le *Rapport social vaudois* publié en 2017 par le Département de la santé et de l'action sociale, les bas salaires concernent 14% des salarié-e-s du secteur privé. En 2012, 25 900 postes en équivalents plein temps (EPT) sont des postes à bas salaire. Parmi les travailleurs-euses touché-e-s, 65% sont des femmes.

Un levier pour l'égalité salariale

Par ailleurs, le 14 juin 2019, des milliers de femmes* ont manifesté dans le canton de Vaud pour mettre fin aux discriminations dont elles sont victimes, notamment sur le plan des salaires. En améliorant le salaire de milliers de travailleuses touchant de faibles rémunérations, l'instauration d'un salaire minimum permettrait un pas concret vers l'égalité salariale.

Les signataires de la motion partagent l'avis du comité d'initiative pour un salaire minimum à Genève: «*contrairement à une idée reçue largement répandue, le salaire minimum légal ne tirera pas l'ensemble des salaires vers le bas. [...] C'est toujours le contraire qui s'est vérifié: avec l'amélioration du pouvoir de négociation d'une part importante des travailleuses, c'est l'ensemble des salaires qui a tendance à augmenter.*»

Combattre la précarité des travailleurs-euses

Enfin, la crise du Covid-19 a révélé la précarité subie par de larges couches de salarié-e-s. Le salaire minimum est un outil adéquat pour combattre ce phénomène. Dès lors que de nombreuses entreprises ont reçu des aides publiques en réponse à la crise, il est légitime que l'État exige comme contrepartie sur le plan législatif des salaires permettant aux employé-e-s de vivre dignement.

Ainsi, la motion propose une modification de la Loi cantonale sur l'emploi (LEmp) en y insérant les dispositions légales pour «*instaurer un salaire minimum afin de combattre la pauvreté, de favoriser l'intégration sociale et de contribuer ainsi au respect de la dignité humaine.*»

Adaptation de la rédaction

SOLIDARITÉS DEMANDE LA TRANSPARENCE POUR LES ÉLECTIONS

À la suite des pannes informatiques ayant entraîné un grand retard dans la publication des résultats dimanche passé, solidarités Neuchâtel dépose une réclamation afin qu'un recomptage manuel des voix soit effectué dans la commune de Neuchâtel pour l'élection au Conseil communal (exécutif).

La démocratie et l'exercice des droits civiques ont besoin de transparence et de publicité dans la campagne et lors du dépouillement pour que les autorités élues aient une légitimité forte. Nous considérons le contrôle entre l'ouverture des enveloppes et le scanage des bulletins avec la phase de décompte et de calcul des résultats est incertain et n'était pas contrôlable par le Bureau électoral qui surveille le déroulement du dépouillement.

Plusieurs irrégularités relevées

D'autant plus que le logiciel informatique incriminé est appelé à perdurer. Nous voulons nous assurer que non seulement il ne tombe pas en panne, mais qu'il compte correctement les voix. Pour rétablir la confiance des

citoyen-ne-s dans le processus de décompte des voix, nous exigeons un recomptage manuel et, le cas échéant, l'adoption du résultat. Cela permettra de comparer les résultats entre une méthode validée et utilisée depuis de nombreuses années et un nouveau programme de scanage censé simplifier les choses. solidarités questionne également la transparence liée au programme et à son auteur: Comme en matière de vote électronique, la transparence et la publicité sur de tels outils doivent être totales et complètement ouvertes aux citoyen-ne-s, sur le modèle de l'open source.

Notre mouvement n'a pas d'attente liée à son propre résultat, puisque notre candidat Dimitri Paratte ne sera, quoi qu'il arrive, pas élu. Nous déposons cette réclamation de manière désin-

téressée, pour les raisons invoquées ci-dessus, estimant que la transparence et la publicité du processus sont nécessaires à la

démocratie libre dans laquelle les citoyen-ne-s placent leur confiance.

solidarités Neuchâtel



Le candidat de solidarités Dimitri Paratte n'a rien à espérer du décompte manuel.



Fribourg À lire

LE COLVERT DU PEUPLE

Depuis le mois d'août paraît le journal en ligne fribourgeois le Colvert du Peuple. Avec la volonté d'apporter un regard critique et radical. Trois questions à sa rédaction.

Comment s'est décidé le lancement du journal? L'idée de créer le Colvert du Peuple nous est venue en comprenant que l'indignation ne suffirait pas. Qu'on le veuille ou non, les médias de masse continueront à défendre le statu quo, à promouvoir un idéal néolibéral, à nous séduire, avec leurs piqûres de *tout ira bien*.

Notre colère envers cette «neutralité journalistique», qui n'a de neutre que le nom, s'est changée en un travail d'autogestion. Si nous voulons lire un autre journal, il faudra le créer.

Un petit groupe d'amateurs-trices s'est alors lancé dans la création du site internet et la rédaction des premiers articles. Quelques mois plus tard, le canard était lancé dans la mare.

« Nous sommes la colère du peuple », ça veut dire celle des classes populaires? En un sens oui, car quand nous écrivons «peuple» nous pensons à celles et ceux qui n'ont pas de pouvoir ou détiennent un pouvoir restreint sur le monde dans lequel ils et elles vivent et sur la façon dont ils et elles vivent. De ce point de vue, ça concerne les classes populaires, mais aussi les femmes*, les personnes racisées, les personnes LGBTIQ+...

Nous avons choisi le mot «peuple» car il est une référence explicite à la démocratie: soit pour nous la croyance que chaque personne a les capacités de déterminer ce qui est bon pour elle et ce qui est bon pour sa «communauté» (de travail, de quartier, région, etc), et qu'elle devrait donc avoir les moyens de le faire.

Une première impression après trois mois de publication? Avec si peu de recul il est difficile de juger le lancement dans un sens «statistique» du terme. Pour l'instant, nous naviguons en eaux troubles et les questions surgissent au compte-gouttes, au fil des problématiques qui s'imposent.

La suite est difficilement prédictible mais les sensations premières sont positives. Après l'échec d'une version totalement participative, nous constatons qu'un format avec comité rédactionnel agrémenté d'apports externes, se prête bien mieux. Plusieurs contributions nous sont parvenues, bonne surprise. La possibilité d'avoir une plateforme permettant une visibilité pour des points de vue peu relayés voire censurés semble convaincre.

Propos recueillis par notre rédaction

→ lecolvertdupeuple.ch

Genève Budget municipal 2021

UNE VICTOIRE D'ÉTAPE

Le Conseil administratif est revenu sur son premier projet de budget 2021 déposé fin septembre. La mobilisation a porté ses fruits.

Pour Ensemble à Gauche (EàG), il était inadmissible qu'un Conseil administratif majoritairement à gauche présente un projet de budget qui ne respecte même pas les mécanismes salariaux du personnel et diminue en temps de crise du Covid-19 les fonds alloués à l'hébergement d'urgence. Notre groupe avait ainsi refusé l'entrée en matière.

Le personnel s'était aussi rapidement mobilisé par un communiqué et par une assemblée générale devant le Palais Eynard le 27 octobre. Par l'adoption d'une résolution, il a voté à l'unanimité un préavis de débrayage pour le 12 novembre.

Sous la pression, et avec des entrées fiscales moins négatives que prévues, le Conseil administratif présentera une nouvelle proposition lors de la prochaine réunion de la commission des finances. La mobilisation a porté ses fruits.

Garantir les prestations à la population

Le personnel suspend son débrayage, mais continue à défendre ses droits. Plusieurs dossiers sont en effet en négociation, comme la cessation anticipée d'activité pour les fonctions pénibles et sur les indemnités pour les inconvénients de service horaire. Une nouvelle assemblée générale est convoquée le 8 décembre, quelques jours avant le vote du budget. EàG étudiera la nouvelle proposition dans les détails et présentera les amendements nécessaires.

En ce temps de crise sanitaire, sociale et économique, EàG défend un projet plus ambitieux que celui de la majorité rose-verte. Le budget présenté comprend un déficit de 49,3 millions, tel qu'autorisé par la loi sur l'administration des communes (LAC) comme disposition transitoire à la réforme fiscale RFFA. Nous estimons que le Conseil administratif aurait pu augmenter davantage ce déficit, vu les moyens qui seront nécessaires pour répondre aux besoins actuels de la population.

Ensemble à gauche défendra les prestations à la population, le soutien aux associations et les revendications du personnel lors des débats en commission et du vote en plénière.

Brigitte Studer



Rassemblement du personnel de la Ville, 27 octobre 2020

Eric Roset

STOP AUX ÉCONOMIES SUR LE DOS DE LA FONCTION PUBLIQUE

Avec plus de 6000 personnes en grève les 15 et 29 octobre derniers, c'est un personnel déterminé qui s'est mobilisé pour exprimer son refus des mesures d'économies concoctées par le Conseil d'État dans le cadre du projet de budget 2021. La lutte pour défendre les conditions de travail des salarié-e-s de la fonction publique ne fait que commencer.

Les assemblées du personnel comme les manifestations organisées par le Cartel intersyndical du personnel de l'État et du secteur subventionné durant le mois d'octobre ont clairement fait comprendre qu'il était inacceptable de vouloir couper de manière linéaire dans les salaires (diminution de 1%) et de supprimer l'augmentation annuelle en 2021.

Grèves et manifestations à venir

Les résolutions adoptées par le personnel exigent le retrait des deux projets de loi adoptés par le Grand Conseil genevois, qui s'attaquent aux salaires des employé-e-s. Le Conseil d'État se refusant pour l'instant à revenir sur ces textes qui dégradent les revenus de la fonction publique, un nouveau préavis de grève a été déposé pour le 18 novembre. Par cette détermination, les salarié-e-s entendent non seulement combattre les mesures d'économies actuelles, mais aussi celles qu'on voit venir pour demain. Il s'agit en particulier des attaques contre la caisse de pension, prévoyant

une modification de la répartition employé-e/employeur, au profit de ce dernier.

Si la coupe linéaire de 1%, mesure aussi inédite qu'inique, devrait en principe être rejetée par le Parlement lors du vote du budget 2021, la suppression de l'annuité reste, comme pratiquement chaque année, un levier pour faire semblant de combler le manque de recettes. Or, ce sont les politiques d'austérité et les cadeaux aux plus riches qui, année après année, font perdre des centaines de millions à l'État et détériorent ainsi les prestations à la population.

Défendre tou-te-s ensemble les services publics

Usant du contexte sanitaire actuel, le Conseil d'État cherche à culpabiliser les employé-e-s en leur demandant un « effort de solidarité », alors qu'elles et ils se sont dépensé-e-s sans compter pour être au front, parfois au détriment de leur propre santé. C'est injuste. Les efforts de « solidarité » avec les secteurs et personnes affectées par la crise sanitaire ne sauraient être compensés par des détériorations des condi-

Eric Rosset



Manifestation de la fonction publique, 29 octobre 2020.

tions de travail du personnel des services publics; au contraire, seule une plus juste redistribution des richesses pourra résoudre cette crise. Il est ainsi nécessaire d'exiger que les ressources soient prélevées auprès des acteurs les moins préjudicés par cette situation de crise. Il est de même illusoire et inapproprié de s'obstiner à trouver des moyens d'équilibrer le budget de l'État en portant atteinte aux conditions de travail du personnel sans encore connaître les impacts à long terme de la RFFA (réforme de l'imposition des entreprises) et de la crise du Covid-19.

Face à un employeur qui n'a pas d'autre proposition que de couper dans les salaires, le danger, étant donné que ces mesures d'économies ne convainquent plus grand monde, réside dans les velléités toujours vivaces à droite de supprimer des postes, au prétexte facile qu'ils seraient pléthoriques. Or, pour faire fonctionner les services de l'État et assurer les prestations à la population, en tenant compte de l'évolution démographique, les besoins se chiffrent en centaines de postes supplémentaires.

Ce n'est pas au personnel de payer la crise

La mobilisation exemplaire du personnel doit permettre de dénoncer l'utilisation de la pandémie comme prétexte pour renforcer les politiques antisociales d'austérité et pour baisser les salaires. Vouloir sanctionner le personnel, notamment soignant, au front depuis février, n'est pas admissible. Et ce d'autant plus que l'État n'entre pas en matière sur les primes et revalorisations salariales attendues, et refuse de remettre en question les réformes fiscales successives qui font perdre des centaines de millions de francs – sommes propres à rétablir un budget cantonal acceptable.

Comme si cela ne suffisait pas, le gouvernement projette de réduire de 15% l'impôt sur la fortune. Enfin, il n'est pas acceptable que le Conseil d'État veuille contourner la volonté du peuple, qui a accepté la recapitalisation de la caisse de pension (CPEG), en faisant payer la facture aux employé-e-s par une modification de la répartition des cotisations (perte salariale de 2,4%).

Olivier Baud

RACISME D'ÉTAT, ISLAMOPHOBIE ET FONDAMENTALISMES RELIGIEUX

Le regain d'islamophobie en France peut se comprendre à la fois au regard de son contexte socio-économique et politique actuel ainsi que dans son héritage colonial et impérialiste. D'un côté, le gouvernement français tente de faire oublier ses difficultés socio-économiques par des politiques de stigmatisations et d'exclusion des populations musulmanes. De l'autre, la « défense de la religion et d'une identité islamique authentique » sert de paravent à l'agenda politique et économique des fondamentalistes islamiques.

Ces dernières semaines ont vu en France un approfondissement sans précédent de la politique islamophobe et autoritaire des classes dirigeantes, par le biais du gouvernement du président Macron. Cette orientation intervient en pleine crise socio-économique, à la suite du meurtre de l'enseignant Samuel Paty et de l'attentat de Nice, perpétré par des personnes se revendiquant de l'idéologie djihadiste, qui est porteuse d'un projet de société fondamentalement réactionnaire.

Islamophobie et racisme d'État

Les agressions et violences contre les populations musulmanes et leurs lieux de prière se sont multipliées. Parallèlement, le gouvernement de Macron menace d'interdire et de dissoudre plus de 50 associations musulmanes, comme le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), dont le rôle est de porter assistance aux victimes de l'islamophobie. Le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, a déjà annoncé la dissolution de l'association humanitaire BarakaCity, tandis que la mosquée de Pantin a été fermée. Sans oublier l'expansion de la criminalisation de mineur-e-s pour « apologie du terrorisme, complicité et menaces de mort ».

Dans une moindre mesure, ce sont des organisations et militant-e-s de gauche qui ont été

ciblé-e-s : tag « collabos » sur le siège du Parti Communiste français, violentes campagnes médiatiques contre les député-e-s de La France insoumise ainsi que contre des journalistes engagé-e-s, menaces de mort contre des militant-e-s politiques et syndicaux-ales, etc.

La responsabilité du gouvernement français dans cette explosion de violence et de haine racistes est incontestable. Gérald Darmanin n'a par exemple pas hésité à établir une continuité entre « rayons halal » et « séparatisme », tandis que le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, a déclaré que « l'islamo-gauchisme » gangrénait l'université, comme les rangs de La France insoumise, et y faisait « des ravages ». Blanquer a fini par affirmer que « ces gens-là favorisent une idéologie qui, ensuite, de loin en loin, mène au pire ». Le message est clair : ces organisations et personnalités sont accusé-e-s de complicité dans les attentats commis ces dernières semaines.

Les politiques du gouvernement français légitiment et banalisent les discours et thèses des organisations d'extrême droite. Il encourage ainsi les violences ciblant les populations et symboles musulmans.

L'islamophobie n'est pas un phénomène nouveau en France, loin de là, puisqu'il prend sa source dans ses politiques coloniales et impérialistes historiques. L'islamophobie s'est néanmoins intensifiée dans les

pays occidentaux depuis les attentats du 11 Septembre commis par Al-Qaïda.

Cette dernière offensive islamophobe se déroule alors que le gouvernement Macron fait face à certain nombre de défis et difficultés politiques, sur fond de crise sanitaire et de mécontentement social continu depuis le mouvement des gilets jaunes. Il est intéressant de remarquer qu'initialement Macron n'avait pas fait de l'islamophobie une orientation forte de son mandat présidentiel. Il s'était présenté, durant sa campagne, comme un jeune cosmopolite adversaire de l'extrême droite de Marine Le Pen, avait critiqué l'obsession de l'ancien Premier ministre Manuel Valls pour l'islam et avait qualifié le colonialisme de « crime contre l'humanité ».

L'islamophobie a en effet un double objectif pour les classes dirigeantes françaises, à qui elle permet à la fois de diviser les travailleur-euses, ce qui rend leurs luttes pour les droits sociaux plus difficiles, et de favoriser le rassemblement de la majorité blanche autour d'une prétendue « République française » sans classe. Cette « République » mythifiée est décrite comme la meilleure protectrice et défenseuse du droit à la liberté d'expression, des droits des femmes, de l'ordre public, de la « laïcité », etc.

Dans ce cadre, il est indispensable pour le gouvernement fran-

çais de briser toutes les initiatives populaires et antiracistes pour approfondir ses politiques néolibérales et d'austérité. Le travail de sape contre la grande manifestation du 10 novembre 2019 contre l'islamophobie et le racisme en est un exemple.

Fondamentalismes religieux et djihadisme

Tout en dénonçant l'offensive autoritaire et raciste du gouvernement français, nous devons nous opposer également aux mouvements fondamentalistes islamiques et djihadistes. Dans cette perspective, il faut rappeler que le fondamentalisme religieux est un phénomène international, qui n'est pas propre au Moyen-Orient ou à des sociétés à prédominance musulmane. De même, il faut faire une distinction nette entre la religion islamique et les groupes fondamentalistes.

Le fondamentalisme islamique est le produit des conditions et évolutions politiques et économiques spécifiques du Moyen-Orient, où les puissances impérialistes ont eu un impact essentiel et continu sur les États et l'économie politique.

Les États-Unis ont utilisé leurs partenariats stratégiques avec l'Iran (jusqu'au renversement du Shah en 1979), Israël et l'Arabie Saoudite pour dominer la région. Ils les ont soutenus pour faire face aux régimes nationalistes arabes comme l'Égypte de Nasser, aux mouvements communistes et de gauche et aux diverses luttes populaires qui ont généralement revendiqué une plus grande souveraineté, plus de justice sociale et l'indépendance face à la domination impériale. Dans ce cadre, l'Arabie Saoudite a promu et financé divers mouvements fondamentalistes islamiques sunnites, en particulier les Frères musulmans, pour contrer les nationalistes et la gauche.

La crise des régimes nationalistes arabes a ouvert l'espace politique pour le développement des mouvements fondamentalistes. Ces régimes ont abandonné leurs précédentes politiques sociales radicales et anti-impérialistes pour deux raisons principales. Tout d'abord, ils ont subi une défaite cuisante face à Israël en 1967. Ensuite, leurs méthodes de développement d'un capitalisme d'État ont commencé à stagner. En conséquence, ils ont opté pour un rapprochement avec les pays occidentaux et leurs alliés du Golfe et ont adopté le néolibéralisme, mettant un

terme à de nombreuses réformes sociales qui leur avaient valu une popularité parmi des secteurs des travailleurs et des paysans. Les régimes se sont également retournés contre le mouvement national palestinien en recherchant des compromis avec Israël. Parallèlement, tous les régimes nationalistes arabes et d'autres, comme en Tunisie, ont volontairement à un moment donné soutenu les mouvements fondamentalistes islamiques ou ont permis leur développement contre les groupes de gauche et nationalistes.

Le renversement du régime du Shah durant la révolution iranienne et l'établissement de la République islamique d'Iran en 1979 a stimulé les mouvements fondamentalistes islamiques chiïtes dans la région.

Dès 1979, pour lutter contre l'invasion de l'Union soviétique en Afghanistan, les États-Unis, avec l'aide de leurs alliés dans la région, ont injecté des milliards de dollars dans la formation et l'armement de groupes fondamentalistes. L'impérialisme étasunien a ainsi largement contribué à constituer le mouvement Al-Qaïda, l'aile la plus extrémiste du fondamentalisme islamique, qui se retournera plus tard contre Washington.

Concurrence inter-fondamentaliste

Le dernier développement significatif qui a alimenté la montée du fondamentalisme a été la rivalité politique croissante entre l'Arabie Saoudite et l'Iran. Chaque État a instrumentalisé son propre fondamentalisme confessionnel pour atteindre ses objectifs contre-révolutionnaires.

Des organisations telles que l'EI, Al-Qaïda, les diverses branches des Frères musulmans et le Hezbollah diffèrent quant à leur formation, leur développement, leur composition et leur stratégie. Les gradualistes comme les Frères musulmans et le Hezbollah au Liban participent aux élections et aux institutions étatiques existantes. En revanche, les djihadistes comme Al-Qaïda et l'EI considèrent ces institutions comme non islamiques et se tournent plutôt vers des tactiques de guérilla ou de terrorisme dans l'espoir d'une éventuelle saisie de l'État. Parmi les djihadistes, il y a également des débats et des divisions sur les tactiques et les stratégies pour atteindre leur objectif d'un État islamique. Dans divers contextes et périodes historiques, les différents courants fondamen-



Graffiti représentant le fantôme d'Oussama Ben Laden.

talistes ont parfois collaboré et à d'autres époques ont été en compétition et se sont même affrontés.

Néanmoins, ils défendent un projet politique commun, malgré des divergences significatives. Toutes les variantes du fondamentalisme islamique partagent l'objectif d'établir « un État islamique basé sur la charia » qui préserve l'ordre capitaliste existant. Les mouvements fondamentalistes islamiques, comme le Hezbollah et les Frères musulmans en Égypte, ont promu des politiques néolibérales en appuyant des mesures telles que des privatisations, la libéralisation du marché et l'ouverture aux capitaux étrangers, tout en dénonçant et s'at-

taquant aux mouvements sociaux d'en bas, en particulier aux mouvements syndicaux.

Les mouvements fondamentalistes islamiques ont également souvent créé des organismes caritatifs pour combler le vide laissé par la destruction des programmes et services sociaux de l'État providence. Ils utilisent les organismes de charité pour gagner l'allégeance de sections des classes populaires à leur projet réactionnaire.

Leurs attaques contre les forces démocratiques et progressistes durant les processus révolutionnaires au Moyen-Orient et en Afrique du Nord depuis 2011 témoignent de cette réalité.

Ces organisations sont dans une optique de guerre de civilisation et d'imposition autoritaire de leur hégémonie culturelle et religieuse. Les différentes forces fondamentalistes islamiques constituent ainsi la deuxième aile de la contre-révolution, la première étant les régimes despotiques existants.

Dès lors, la tâche de la gauche est de combattre sans ambiguïté le système capitaliste et les oppressions qui le constituent. Ainsi, il sera possible de combattre politiquement et couper l'herbe sous le pied des forces ultraréactionnaires et les faire disparaître, afin d'unifier les classes populaires dans toute leur diversité.

Joseph Daher



Gustave Deghliage

Action devant la RTS, Lausanne, 2 novembre 2020

Féminisme

#METOO SECOUÉ LA RTS

Le 31 octobre, *Le Temps* publiait un article faisant état de nombreux cas de harcèlement sexuel au sein de la Radio-Télévision Suisse. Ces révélations font l'effet d'une bombe, tant par la gravité des actes rapportés que par leur nombre et la durée sur laquelle ils se sont produits.

La loi du silence et la protection des harceleurs

Trois collaborateurs sont ainsi pointés du doigt, dont Darius Rochebin, présentateur star de la chaîne pendant plus de 20 ans, jusqu'à son départ pour la chaîne française LCI à la rentrée 2020. On prend connaissance de nombreux cas de harcèlement et agressions sexuelles, parfois dénoncés à la hiérarchie, sans effet.

Les journalistes évoquent le cas de « Robert », dénoncé à la hiérarchie pour mobbing et harcèlement sexuel au milieu des années 2010 et promu dans un « placard doré ». De nombreux·ses employé·e·s témoignent du manque de réactivité des supérieurs face à des plaintes pour agressions ou harcèlement. Ils·elles dénoncent une forme de culture du silence et de l'impunité.

Les victimes sont invitées à se taire et les agresseurs prospèrent.

Violence machiste, offensive féministe et organisation des travailleur·euse·s

La publication de l'article entraîne des réactions fortes sur les réseaux sociaux et dans la presse. Rapidement, le collectif de la grève féministe interne à la RTS s'organise pour exiger de la direction des mesures conséquentes. Les employé·e·s sont soutenu·e·s par différents collectifs locaux de la grève, qui publient le jour-même un communiqué de presse de soutien et un appel à briser le silence avec le hashtag #BalancetaRTS.

Les jours qui suivent, des actions de soutien ont également lieu devant les sièges de la RTS dans les villes de Lausanne, Genève et Fribourg. De nombreux témoignages sont partagés sur les pages Face-

book et Instagram de la Grève féministe, auxquels s'ajoutent ceux qui sont publiés dans *Le Matin Dimanche* du 8 novembre dernier. Ils confirment tous le profond dysfonctionnement du service et le climat toxique qui y règne bien souvent.

Un dysfonctionnement également mis en avant et dénoncé par le Syndicat suisse des mass media (SSM) dans une communication du 31 octobre. Le syndicat s'étonne de la réaction de la direction de la RTS qui a, immédiatement après la parution de l'article, assuré traiter chaque cas de harcèlement porté à ses oreilles avec « diligence et fermeté ». Le syndicat indique avoir communiqué par le passé à la direction sa désapprobation quant à la gestion du cas de « Robert ».

En parallèle, des salarié·e·s de la RTS, révolté·e·s par les réponses en demi-teinte et le manque de responsabilisation de la part de

leur hiérarchie, vont exiger, dans un mail interne signé par quelque 700 collaborateur·rice·s, la mise sur pied d'une commission d'expert·e·s mixte composée de trois personnes : une proposée par la RTS, une par le collectif RTS de la grève féministe et une négociée par la SSR et le collectif de la grève féministe.

Cette commission aura la charge de réaliser différentes enquêtes sur les faits dénoncés et la gestion de ceux-ci par Gilles Marchand et Pascal Crittin, respectivement directeur général de la SSR et directeur de la RTS, et par les ressources humaines. Dans l'attente des résultats, les employé·e·s demandent la suspension des deux cadres incriminés.

Pour un service public sans oppressions et violences sexistes

Soyons clair, la RTS, comme toute institution enracinée dans notre société patriarcale, est traversée par des dynamiques d'oppression à l'encontre des femmes et des personnes LGBTQI+, potentiellement combinées au racisme et au classisme. La privatisation du peu de service public qu'il nous reste en Suisse, comme cela a été demandé par des voix minoritaires à la suite des révélations du *Temps*, n'est pas la solution.

Celle-ci réside dans l'auto-organisation des travailleur·euse·s pour obtenir une inversion du rapport de force et obliger les employeurs à prendre leurs responsabilités face à des cas de harcèlement. Elle réside dans la solidarité féministe pour toutes les victimes d'agressions sexuelles et dans l'exigence collective de la fin du régime du silence et de la honte. La création de commissions du personnel sur les lieux de travail, dont les élu·e·s seraient à l'abri du licenciement, favoriserait un tel horizon.

En attendant, à la RTS, nous devons exiger la protection de tou·te·s les salarié·e·s qui témoigneront durant cette enquête.

La mobilisation des employé·e·s du service et le soutien qu'elles·ils ont reçu des différents collectifs féministes de Suisse romande sont exemplaires. Preuve que la lutte paie, la direction a annoncé depuis la suspension des cadres incriminés jusqu'à l'aboutissement d'une enquête interne. Darius Rochebin, de son côté, est absent du plateau de LCI depuis le 31 octobre.

Noémie Rentsch

RENDEZ-VOUS LE VENDREDI 21 MAI 2021

Initialement prévue le 15 mai 2020, la Grève pour l'Avenir prépare une première grande journée d'actions et de grèves le vendredi 21 mai 2021. État des lieux et perspectives politiques d'un projet plus que jamais nécessaire.

Le projet de la Grève pour l'Avenir a été initié en octobre 2019 par les collectifs de la Grève du Climat. Il vise à mieux inclure les salarié-e-s et syndicats ainsi que la Grève féministe dans la lutte écologiste. Une implication indispensable pour opérer un changement réel de système en esquissant l'horizon de la « grève générale » qui implique de remettre en cause la sacro-sainte *Paix du travail*, si chère au patronat et à certaines directions syndicales. S'ajoutant à un démarrage tardif et difficile du projet, la pandémie a réduit la mobilisation de masse du 15 mai 2020 à une journée symbolique faite d'actions décentralisées rebaptisée *Challenge for Future*.

Depuis plusieurs semaines, toutefois, des réunions nationales, cantonales et locales sont organisées pour relancer l'organisation de la Grève pour l'Avenir. Une coordination nationale davantage représentative, ainsi qu'une structure mieux définie et fonctionnelle contribuent à relancer les collectifs préexistants. Lors de la dernière réunion nationale, la grande majorité des organisations (Grève du Climat, Grève féministe, syndicats, associations écologistes, XR, solidarités ainsi que d'autres collectifs citoyens et des indépendant-e-s) s'est prononcée en faveur d'une première grande journée d'actions et grèves pour la justice climatique, l'égalité et l'emploi qui aura lieu le vendredi 21 mai 2021.

Construire un mouvement de base et populaire

L'ambition est grande: construire un mouvement démocratique et diversifié, qui s'organiserait prin-

Martin Peikert



Grève du climat, Lausanne, 4 septembre 2020

cipalement à l'échelle locale et régionale dans des « groupes climatiques » sur nos lieux d'habitation, de formation et de travail. En créant et faisant vivre proactivement ces collectifs, l'intention est de les voir ensuite s'auto-organiser et se fédérer autour de mobilisations collectives de masse. Progressivement,

ces différents groupes devraient, idéalement, construire des alternatives et résistances concrètes en mutualisant les expériences préexistantes. Au demeurant, de tels espaces de contre-pouvoir sont nécessaires à la relocalisation et à la réappropriation de la démocratie directe comme du pouvoir politique.

Défendre un programme d'urgence en commun

Dimanche 13 juin, soit trois semaines après la mobilisation du 21 mai 2021, la population suisse sera appelée à voter sur la dernière révision de la Loi sur le CO₂. Pour plusieurs composantes, il s'agit d'un compromis acceptable, une première étape nécessaire. Pour d'autres, il s'agit d'une compromission intolérable, de la légitimation et du maintien du *statu quo*, voire d'une régression, en raison de l'approfondissement des logiques néolibérales de ladite loi.

Concernant la Grève pour l'Avenir, ces divergences idéologiques et tactiques importent peu: par-delà, il s'agit d'envisager l'après Loi sur le CO₂, en faisant place à une nouvelle manière de traiter de la catastrophe climatique, soit en liant les crises écologique, économique, sanitaire et sociale. Car nous avons désormais moins de 10 ans pour « limiter le réchauffement planétaire à 1,5 °C, il faut modifier rapidement, radicalement et de manière inédite tous les aspects de la société » dans les pays industrialisés, nous nous devons donc d'élaborer et défendre un programme d'urgence en commun le 21 mai 2021. En plus des plans (d'urgence) et des revendications des autres organisations, les bases sont prêtes pour la rédaction d'un manifeste réactualisé et de revendications communes.

Réaliser des convergences concrètes pour préparer une grève générale

Une première solution simple pour que la « convergence des luttes » ne soit plus un slogan creux consiste à discuter et reconnaître nos divergences, qu'elles soient idéologiques ou stratégiques. Faisons plutôt de ces différences une valeur garante de la pluralité et de la résilience de la Grève pour l'Avenir.

Ne reproduisons pas les mêmes erreurs qu'autrefois. Planifions soigneusement nos résistances et nos solidarités! Partout, il convient aussi rapidement que possible, mais aussi lentement que nécessaire d'ouvrir des discussions d'une part sur la réalisation d'une mobilisation unitaire à l'automne 2021, d'autre part sur la thématique des retraites. Un sujet qui pourrait lui aussi faire converger les organisations participantes autour de revendications communes.

Steven Tamburini

Une version étendue de cet article est disponible sur notre site

UNE CONVENTION COLLECTIVE POUR SORTIR DU CHARBON

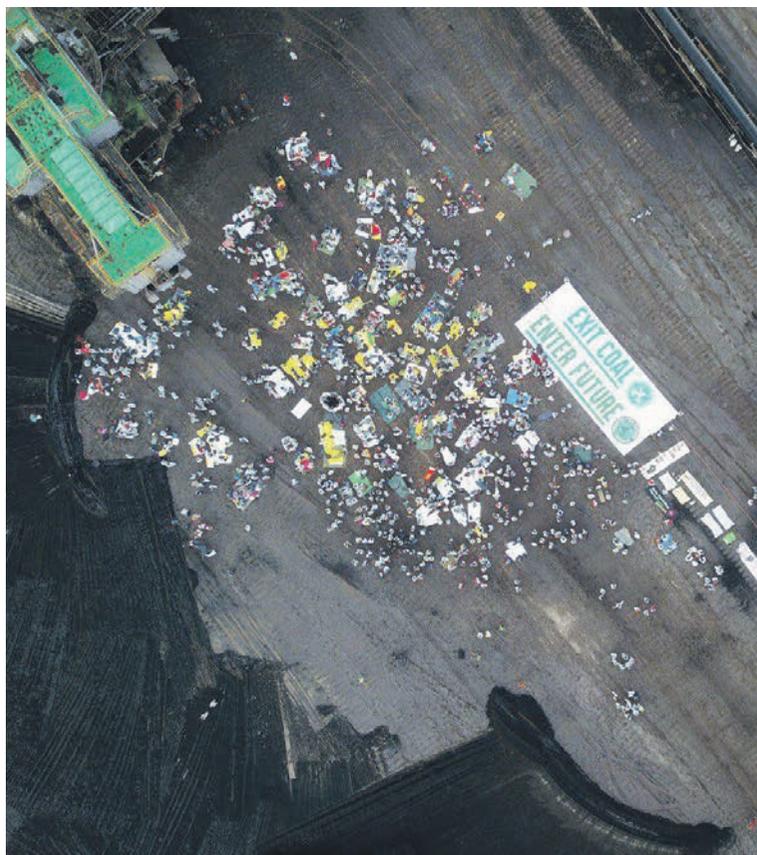
Le syndicat des mines, de la chimie et de l'énergie (IC BCE) et celui des services publics (Ver.di) ont conclu avec les entreprises du secteur de l'énergie des conventions collectives pour un changement structurel. Les premières sont en vigueur depuis la fin août.

« En relation avec la fin prévue par le gouvernement fédéral de l'exploitation du lignite et de son utilisation pour produire de l'électricité, ainsi que de l'utilisation de la houille dans le même but (ces deux aspects seront par la suite désignés par le terme sortie du charbon), la Commission « Croissance, changement structurel et emploi » mise en place par le gouvernement a formulé, dans son rapport final, des recommandations pour l'élaboration d'une sortie du charbon socialement acceptable au plus tard jusqu'à fin 2038 ».

Ce rappel forme le premier paragraphe du document de travail signé le 22 janvier 2020 par les deux syndicats ci-dessus et les organisations patronales sur la « sortie du charbon ». Dans ce document sont mentionnées les conditions d'une sortie socialement acceptable de l'exploitation du lignite et du charbon ainsi que des conditions salariales. La loi sur la sortie du charbon spécifie que seules les entreprises qui auront conclu une convention collective avec les syndicats concernés pourront profiter des « versements compensatoires » de l'État.

Sortie tardive du charbon

Fin août, une première mise en œuvre voyait le jour : les premières conventions collectives négociées avec les producteurs d'énergie étaient signées, avant tout celle avec RWE (second producteur d'électricité allemand) concernant le changement structurel dans la région rhénane et la mise à l'arrêt des premières centrales. Ce faisant, un nouveau jalon en direc-



Action du mouvement Ende Gelände dans les environs de Leipzig, 2019

tion de la bien trop tardive sortie du charbon de 2038 a été posé.

N'aurait-il pas été possible de concevoir de tels accords pour une sortie en 2030 ? Le syndicat Ver.di n'aurait-il pas été bien inspiré de s'engager dans ce sens et de faire ainsi front commun avec le mouvement climatique ? Ce n'est pas seulement le tournant de la politique des transports qui doit être engagé le plus rapidement possible, mais aussi, justement, le tournant énergétique.

La dernière livraison du journal de Ver.di, *Publik*, donne une large place à cette convention. Présentée sur deux pages, elle contient

nombre de citations de jeunes employé-e-s du secteur. En ressort une grande satisfaction quant au super résultat obtenu. Au premier coup d'œil, cela semble le cas, mais de nombreuses questions doivent maintenant être réglées au niveau des entreprises. Toutes les questions relevant de la codétermination ne sont pas abordées dans la convention, comme : quel niveau final des primes de restructuration ? Quelle organisation de la formation continue, respectivement du recyclage ? Quelles seront les indemnités pour ceux et celles qui quitteront l'entreprise ? etc.

La convention collective signée avec RWE prévoit notamment :

- Interdiction des licenciements pour des raisons opérationnelles durant toute la procédure de sortie du charbon
- Fixation matérielle des primes de restructuration (80 pour cent du dernier revenu net)
- Accord sur les prestations pour une formation qualifiante et pour le reclassement dans d'autres emplois
- Pas de réduction de la prévoyance d'entreprise
- Règlements de la formation professionnelle et en cas de reprise

À première vue, il s'agit effectivement d'une sortie socialement acceptable, comme les syndicalistes pour la protection du climat l'avaient depuis toujours réclamée. Toutefois, ils revendiquaient aussi une réduction du temps de travail à 30 heures par semaine et la garantie de 100% du salaire.

Vers quel horizon ?

Surtout, la question de ce qu'il adviendra après la production d'électricité à partir du charbon reste posée. Il y aura-t-il dans la région rhénane des parcs éoliens et solaires, fournissant à toutes et à tous une perspective professionnelle ? Les sites des centrales seront-ils transformés pour accueillir une production alternative d'énergie ? Les salarié-e-s et leur syndicat doivent réfléchir sérieusement aux alternatives aux énergies fossiles. Ne serait-il pas, par exemple, judicieux de ne pas laisser cette tâche à chaque entreprise et de viser au contraire la mise en place d'une organisation publique de la production d'électricité ?

La question des gains énergétiques ne peut pas non plus être résolue indépendamment de celle du choix de la mobilité que nous voulons. Faut-il développer les transports publics locaux et à longue distance ou voulons-nous à l'avenir avoir 40 millions d'automobiles électriques sur les routes, ce qui amènera l'effondrement de la production d'énergie ? Ce sont là des questions sociétales importantes qui ne doivent pas être laissées aux entreprises de l'énergie et de l'automobile, guidées par le profit.

Helmut Born
Traduction : Daniel Süri



Andrew Schulz

International États-Unis

QUELQUES BONNES NOUVELLES POUR LA GAUCHE

La focalisation sur l'élection présidentielle, son suspense et ses déboires ont occulté les résultats des votes aux niveaux des États et des comtés. On recense pourtant de nombreuses victoires progressistes et socialistes, dont certaines auraient paru étonnantes il y a peu de temps.

Plus de justice sociale

Bien que la Floride ait voté pour Trump, cet État a également adopté une augmentation du salaire minimum à 15 dollars de l'heure. Plusieurs référendums visant à financer les écoles publiques ont été acceptés, même dans des États conservateurs comme l'Indiana. Dans le Wisconsin par exemple, les comtés qui sont voté massivement pour Trump ont également voté des augmentations d'impôt en faveur des écoles. L'Arizona a voté une augmentation des impôts qui amènera plus d'un milliard de dollars à son système scolaire sous-financé, une mesure qui a bénéficié du soutien des deux partis.

Portland, dans le Maine, a rejoint la Floride en acceptant une hausse du salaire minimum, ainsi

que pour le contrôle des loyers, contre la surveillance faciale et pour un Green New Deal local, mesures soutenues par les Democratic Socialists of America (DSA).

Les locataires ont également été gagnants à Boulder, dans le Colorado, où les électeurs-rices ont voté pour taxer les propriétaires et fournir une assistance juridique aux locataires menacés d'expulsion. Dans l'ensemble, le Colorado a passé une nuit féministe, en faisant échouer une tentative pour restreindre l'accès à l'avortement et acceptant des congés parentaux et maladie.

Le comté de Montgomery, dans le Maryland, avec l'aide des DSA, a refusé une dérogation à la taxe foncière. L'Oregon a voté pour taxer les riches afin de financer des crèches.

L'État a également décriminalisé un nombre surprenant de drogues, dont l'héroïne en petite quantité, la cocaïne et la méthamphétamine, ce qui constitue un pas de géant pour le mouvement contre l'incarcération de masse. En parlant de drogues, plusieurs États ont légalisé la marijuana pour les adultes et Washington DC a légalisé plusieurs psychotropes.

Symboliquement, le très conservateur Mississippi a voté à une écrasante majorité (73 %) pour retirer le symbole confédéré du drapeau de l'État et le remplacer par un magnolia.

Plus d'élus-e-s de gauche

Dans de nombreuses villes, des procureur-e-s de district progressistes ont été élu-e-s (et dans

certains cas réélu-e-s), s'opposant ainsi au système pénal cruel et raciste étasunien.

Toutes les membres de la «squad» – Ilhan Omar, Alexandria Ocasio-Cortez, Ayanna Pressley et Rashida Tlaib – ont été réélues au Congrès, tout comme la championne du Medicare for All Pramila Jayapal et l'un des parrains du Green New Deal Ed Markey. Katie Porter, une Démocrate progressiste a été réélue avec une marge confortable dans un district californien historiquement conservateur. À New York, l'éducateur progressiste Jamaal Bowman a battu un cacique Démocrate à la primaire, et l'activiste Cori Bush est devenue la première femme noire, infirmière et mère célibataire, à représenter le Missouri au Congrès.

En fait, ce fut une nuit puissante pour les Democratic Socialists of America (DSA), dont au moins vingt candidat-e-s des vingt-neuf qu'ils avaient soutenu-e-s ont gagné et huit initiatives sur les onze qu'ils soutenaient ont été acceptées.

Les DSA ont remporté des victoires importantes dans les courses aux parlements des États. À New York, l'organisation a remporté cinq sièges. Deux autres membres des DSA, dont la candidature n'avait pas été approuvée par l'organisation, ont malgré tout gagné leur élection.

Trois candidat-e-s soutenu-e-s par les DSA ont été élu-e-s au parlement de Pennsylvanie, un autre dans le Montana. Un sénateur socialiste a été élu dans le Minnesota.

Les DSA ont également remporté plusieurs victoires locales impressionnantes. Le comté de Los Angeles a adopté une loi qui réserve 10 % des recettes du comté pour les services sociaux, y compris pour le logement et les soins de santé mentale, dans les communautés touchées par le racisme. Le *Los Angeles Times* a parlé de «*bouleversement politique progressiste*», en se demandant si ce n'était qu'un début. Il ne fait aucun doute que les soulèvements de l'été contre la brutalité policière ont affecté les élections dans beaucoup de villes.

Que signifient toutes ces victoires ? Que la lutte collective paie, que des majorités de gauche peuvent être créées et que de nombreux-euses Étasunien-ne-s veulent la justice raciale, une redistribution des richesses et une vie meilleure pour la classe ouvrière.

Liza Featherstone
Publié sur le site de la revue *Jacobin*.
Traduction et adaptation de notre rédaction.

MOBILISATIONS CONTRE LES VIOLENCES POLICIÈRES

Ces dernières semaines, ce pays d'Afrique de l'Ouest a été secoué par des manifestations monstres. Les Nigérian-ne-s ont revendiqué, avec succès, la dissolution d'une unité de police – la SARS – particulièrement violente.

L'annonce est tombée le 11 octobre: face à l'ampleur des mobilisations, le gouvernement va dissoudre la brigade spéciale anti-criminalité de la police nigériane. Celle-ci est connue pour sa brutalité: détention illégale, violences sexuelles, extorsion d'argent, violences physiques, humiliations et meurtres. Le 3 octobre dernier, une vidéo montrant le meurtre d'un homme à Ughelli, une ville du sud du pays, a indigné la population et donné lieu à des grandes manifestations

de la jeunesse dans les principales villes nigérianes. Une campagne numérique autour du hashtag #ENDSARS a rendu le monde entier attentif.

Pendant deux semaines, les mobilisations ont rassemblé des dizaines de milliers de personnes et ont été confrontées à la répression. Le président déclarait lui-même que 69 personnes, dont une écrasante majorité de civil-e-s, ont été tuées et ce, après l'annonce du 11 octobre.

Comment comprendre la poursuite de la répression? Il faut savoir

que si le gouvernement a annoncé une dissolution de l'unité, il a précisé que ces agents allaient être réaffectés à d'autres services de la police. Pour les manifestant-e-s, c'est inacceptable. En réaction, le mouvement a présenté ses cinq revendications principales: la libération de toutes les personnes arrêtées durant la mobilisation, la justice pour les personnes tuées par les agents, un organe indépendant de dépôt de plainte, une évaluation psychologique des agents de la SARS avant toute réintégration, et enfin, une hausse du salaire des policiers-ères.

Un combat commun par-delà les frontières

Si le contexte politique, social et économique est évidemment différent du nôtre, les revendications de ce mouvement rejoignent en grande partie celles des hommes noirs violentés et harcelés par nos forces de police (voir ci-dessous). Mais il faut rappeler que la violence vécue par les Nigérian-ne-s n'est pas seulement du fait de cette unité:

elle est liée à la précarité d'une majorité de la population, conséquence de ce que l'économiste Samir Amin a appelé le développement inégal.

Or, on lit sur le site de la Confédération que derrière «l'Afrique du Sud, le Nigéria est le deuxième partenaire commercial de la Suisse en Afrique subsaharienne. Le Nigéria exporte principalement du pétrole brut, tandis qu'il importe de la Suisse des machines, des produits pharmaceutiques et d'autres produits de l'industrie chimique». Avec la crise sanitaire, le prix du baril a chuté, contraignant ce pays à faire appel au FMI et à la Banque mondiale, avec les plans d'austérité que cela va engendrer.

La violence économique, sociale, et politique qui s'abat sur la population s'articule ainsi à la violence physique de la police nigériane. L'impérialisme suisse ayant une responsabilité dans la production de ces violences, il faut nous organiser pour les combattre à la racine!

Anouk Essyad



Sandrine Gutierrez Grise

Samedi 31 octobre, Lausanne: 1500 personnes se sont réunies à l'appel du collectif Kiboko.

En février 2018, cet homme nigérian est décédé à Lausanne suite à un contrôle policier, où a été exercé un plaquage ventral, entre autres brutalités.

Deux ans et demi après, la procédure judiciaire semble encore loin d'aboutir. Les policiers sont encore en

service. La famille de Mike n'a obtenu ni justice, ni l'ombre d'une réparation. Armé-e-s de cette douleur et de cette colère, les manifestant-es ont défilé pour porter quatre revendications principales:

- La suspension des six policiers impliqués

- La mise en place d'une instance indépendante de dépôt de plaintes contre les abus policiers
- L'interdiction du plaquage ventral et de toute pratique dangereuse ou humiliante
- La distribution d'un reçu à chaque contrôle de police.

Du côté des ministres concernés, le PLR Pierre-Antoine Hildbrand pour la municipalité et la Verte Béatrice Métraux pour le Canton, c'est silence radio. Tout au plus, la seconde a qualifié cette manifestation d'«intolérable» au vu de la situation de pandémie. Manifestation autorisée, dont le plan sanitaire a été avalisé par les autorités et strictement respecté. M^{me} Métraux a vraisemblablement peu apprécié que nous exerçons nos droits politiques pour la mettre face à ses responsabilités. Mais nous savons bien ce qu'est l'intolérable: c'est que la police harcèle, meurtrisse, tue. C'est que les rares procédures qui conduisent des agent-e-s sur le banc des accusé-e-s s'enlisent. C'est que les politicien-ne-s, jusqu'à celles-ces qui se prétendent de gauche, refusent d'agir contre le racisme qui gangrène notre société et nos institutions.

Mais nous sommes désormais plus fort-e-s: l'organisation de cette manifestation a bénéficié de l'alliance inédite d'une dizaine de collectifs, dont solidarités Vaud. C'est ensemble que nous poursuivrons la lutte, aussi longtemps qu'il le faudra.

Margaux Lang

«COMMUNISME DE GUERRE»

Le dernier chapitre du livre de Malm porte un titre à première vue surprenant. Pourquoi va-t-il chercher des analogies et des réponses dans la Russie révolutionnaire de 1918 ?

Dans ses écrits précédents, Malm s'interrogeait sur les limites des mouvements de contestation climatiques et de leurs actions. Dans son nouvel ouvrage, il examine quelques aspects des stratégies nécessaires pour combattre les émissions de gaz à effet de serre.

Faisant un parallèle avec la situation de la Russie, Malm s'appuie dans son analyse sur un article de Lénine de 1917 : « La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer ». A l'époque, la Russie est meurtrie par les conséquences d'une guerre qui dure depuis plus de 3 ans. Dans cette si-

tuation, la révolution, si elle n'avance pas, vas régresser.

Le léninisme écologique comme boussole de principes

Du temps de Lénine, la social-démocratie se fondait sur l'idée que nous avons le temps pour mener la transformation socialiste à son terme. L'urgence climatique montre aujourd'hui que « le temps n'est plus au gradualisme. »

« La course vers zéro devra être coordonnée à travers des mécanismes de contrôle ... Que faudrait-il pour cela ? Une planification stricte et globale ». À l'évidence, Malm ne pense pas que des

mécanismes de régulation ordinaires sont efficaces. Désormais, « le temps est venu d'expérimenter le léninisme écologique. »

« Il faudrait une guerre avec un autre but, fermer cette activité pour de bon. Cela commence par une nationalisation de toutes les entreprises privées qui extraient, transforment et distribuent des combustibles fossiles. » S'engager dans cette voie rend nécessaire la mobilisation de forces sociales conséquentes, comprenant en grande partie les salarié-e-s de ces secteurs afin de bloquer la machine et « transformer les crises des symptômes en crise des causes. »

Dans la première partie du livre, Malm revient en détail sur les différents mécanismes qui ont permis à des virus d'infecter des populations humaines. Le saccage des lieux de vie des chauves-souris et la réduction des zones barrière, conséquences de l'intensification de l'exploitation de ressources forestières et agricoles sont ainsi désignés comme responsables des pandémies passées, et à venir. La prévention de ces futures catastrophes sanitaires fait aussi partie de l'urgence climatique et justifie cette référence au « léninisme écologique ».

José Sanchez



Andreas Malm, *La chauve-souris et le capital. Stratégie pour l'urgence chronique*, Éditions La Fabrique, 2020

Les nôtres **Hommage**

THIERRY HUMBERT-DROZ

Pour toutes celles et ceux qui ont connu Thierry, le choc est immense. Fauché en quelques jours par le coronavirus, à l'âge de 50 ans. Il laisse un vide terrible.

Aide-soignant au Foyer, un EMS de Neuchâtel, Thierry venait juste de mener une magnifique campagne pour l'élection des autorités politiques de Neuchâtel, la nouvelle commune fusionnée. Deux jours avant cette mort brutale, il s'excusait encore de ne pas pouvoir venir au stand de récolte pour le référendum contre la loi CO₂ : « Je suis en quarantaine, avec des symptômes ».

Généreux, doux, ouvert aux autres, toujours prêt à aider, Thierry ne comptait pas ses heures quand il s'agissait de défendre les droits des travailleurs et des travailleuses, de militer pour un monde plus juste et plus solidaire. Il était de toutes les luttes, de toutes les manifs. Candidat aussi au Grand Conseil en 2017, il n'a jamais ménagé ses forces pour les idées sociales, féministes, écologistes et antiracistes qu'il défendait avec conviction.

En dépit d'un travail très fatigant comme professionnel de la santé, avec des horaires irréguliers y com-

pris la nuit, Thierry participait régulièrement à toutes les activités de solidarité. Il était aussi un militant syndical engagé et reconnu; il représentait le SSP à la Chambre cantonale de conciliation pour les litiges concernant l'égalité entre femmes et hommes. Nous perdons un ami, un militant d'une valeur inestimable.

Nous avons rencontré Thierry pour la première fois fin novembre 2012 lors de la grève de la Providence. Une grève courageuse et admirable – tout à son image – pour la sauvegarde de la CCT Santé 21. Un bras de fer contre Genolier, le nouveau patron de cet hôpital privé, qui entendait dénoncer la convention collective et qui n'hésiterait pas à licencier sur le champ les derniers 22 grévistes – dont Thierry – qui refusaient avec raison et détermination de laisser Genolier enterrer leurs droits.

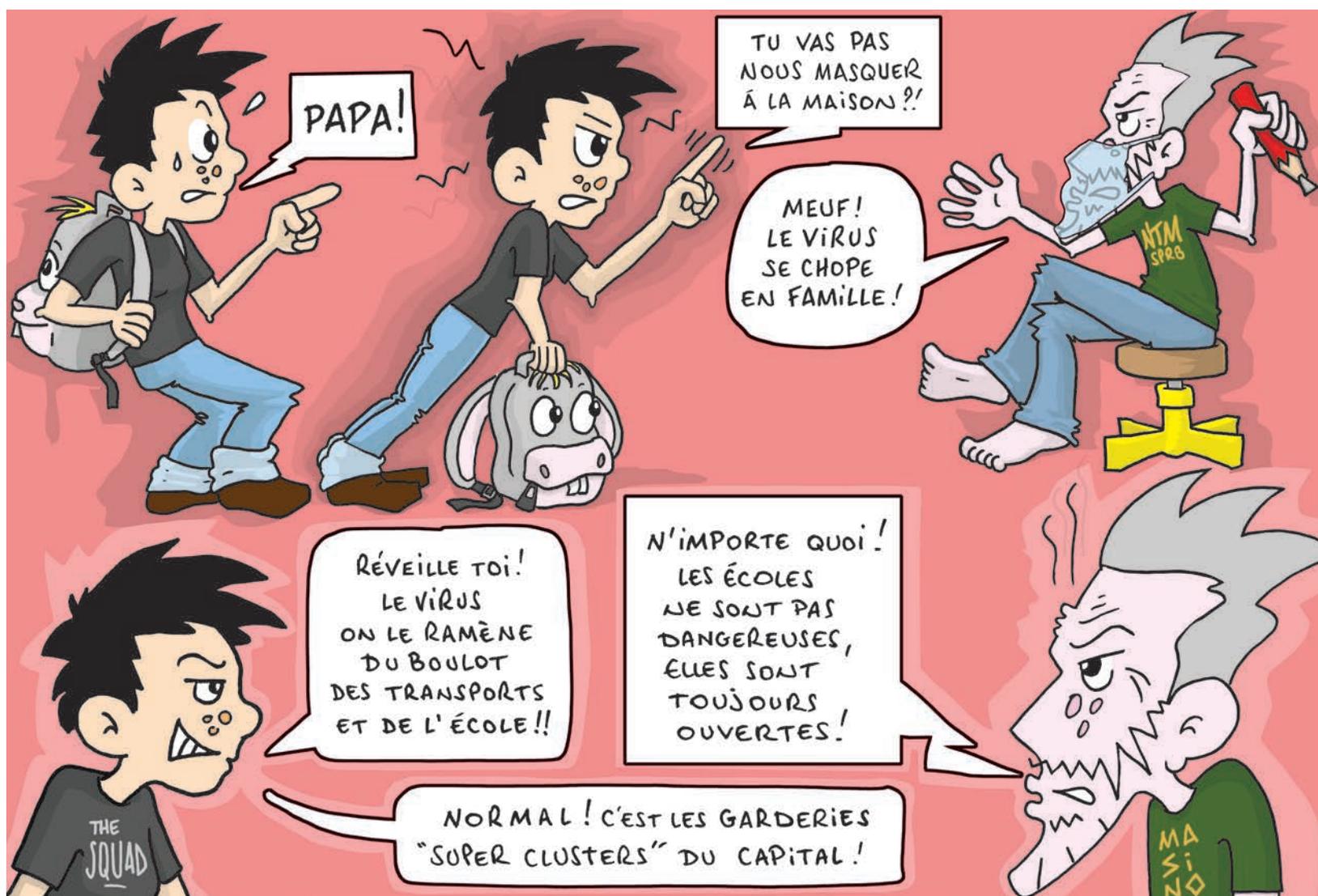
Par la suite, notre cher camarade Thierry occupera un poste de secrétaire administratif au SSP-RN avant de retourner dans le monde



de la santé où il se sentait plus directement utile et s'engagera dans le mouvement solidaritéS avec la force et la détermination qu'on lui connaissait déjà.

Thierry, notre merci est une promesse : nous continuerons ton combat. Nous ne t'oublierons pas.

Les militants et militantes de solidaritéS Neuchâtel



solidarités

378
Sommaire

C'est quoi ce journal?

Abonnements

JAA
CH-1211 Genève 2
P.P. / Journal



Journal solidarités - Case postale 2089 - 1211 GENEVE 2

- 2 Agenda
- 3 En finir avec l'Hôpital SA
- 4 Financement des producteurs de matériel de guerre: interdire un commerce meurtrier et écocide
- 5 Pour un salaire minimum de 23 francs
solidarités demande la transparence pour les élections
- 6 Le Colvert du Peuple
Budget 2021 de la ville de Genève: une victoire d'étape
- 7 Stop aux économies sur le dos de la fonction publique
- 8 Racisme d'État, islamophobie et fondamentalismes religieux
- 10 #MeToo secoue la RTS
- 11 Relançons la Grève pour l'avenir: rendez-vous le vendredi 21 mai 2021
- 12 Allemagne: une convention collective pour sortir du charbon
- 13 États-Unis: beaucoup de bonnes nouvelles pour la gauche
- 14 Nigéria: mobilisations contre les violences policières
« Justice pour Mike Ben Peter »
- 15 « Communisme de guerre »
Hommage à Thierry Humbert-Droz

Vous tenez en main le journal de solidarités, mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel. Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement, politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir! Abonnez-vous!

SOUTENEZ NOUS, ABONNEZ-VOUS!

- Annuel fr. 80
- Étudiant-e-s, AVS, AI Chômeurs-euses 40
- Soutien 150
- 3 mois à l'essai gratuit!

Vous pouvez vous abonner sur Internet:
solidarites.ch/abonnement

Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:

→ solidarités
Case Postale 2089
1211 Genève 2
ou abos@solidarites.ch
ou +41 22 740 07 40